



**Direction Générale
de l'Administration**

**Direction
des Études Économiques
et de l'Évaluation Environnementale**

14 JUIN 2006

Affaire suivie par :

Florence DURU
Tél: 01 42 19 17 43
florence.duru@ecologie.gouv.fr

David CATOT
Tél : 01 42 19 18 09
david.catot@ecologie.gouv.fr

Mathilde LEVRAUD
Tél : 01 42 19 19 61
mathilde.levraud@ecologie.gouv.fr

La Ministre de l'écologie et du
développement durable

Direction générale de l'administration

Direction des études économiques et de
l'évaluation environnementale

à

Mesdames et Messieurs les Préfets de région
et de département

Objet : Application du décret n° 2006-578 du 22 mai 2006 relatif à l'information et à la participation du public en matière d'environnement, modifiant le code de l'environnement et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement

Réf. : C1-06.124-FDDCML

PJ : Décret visé en objet.

La présente note a pour objet d'appeler votre attention sur la mise en œuvre des principales dispositions du décret n° 2006-578 du 22 mai 2006 relatif à l'information et à la participation du public publié au *Journal officiel* du 23 mai dernier (rectificatif publié au Journal officiel du 27 mai 2006).

Ce texte, qui a pour effet d'achever la transposition de deux directives communautaires (la directive 2003/4/CE du 28 janvier 2003¹ et la directive 2003/35/CE du 26 mai 2003²) complète le dispositif en vigueur dans le domaine de l'information et de la participation des citoyens en matière d'environnement. A cet effet, il modifie certaines dispositions du titre II du livre Ier de la partie réglementaire du code de l'environnement et du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

¹ concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE

² prévoyant la participation du public lors de l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement, et modifiant, en ce qui concerne la participation du public et l'accès à la justice, les directives 85/337/CEE et 96/61/CE du Conseil

- L'article 1^{er} modifie les articles R. 122-4 et suivants relatifs à la procédure d'étude d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements et l'article 2 modifie les articles R. 123-6 et suivants relatifs à la procédure d'enquête publique.
- L'article 6 tire les conséquences des précédentes modifications sur la procédure d'enquête publique relative aux installations classées soumises à autorisation. Il modifie en conséquence les articles 5 et 9-1 du décret du 21 septembre 1977 précité.
- L'article 3 modifie et complète le chapitre IV du titre II du livre Ier du code de l'environnement relatif au droit d'accès à l'information relative à l'environnement désormais constitué des articles R. 124-1 à R. 124-5.

Ces nouvelles dispositions, qui sont entrées en vigueur le 24 mai 2006, appellent les trois séries d'observations suivantes.

I – Mise en œuvre de la procédure de consultation transfrontalière lorsqu'un projet localisé en France est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre Etat (article R.122-11-III du code de l'environnement, modifié par l'article 1^{er}-II du décret du 22 mai 2006) :

Sans y apporter de modification majeure, le III de l'article R. 122-11 précise le dispositif de consultation d'un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact dans un contexte transfrontière signée à Espoo le 25 février 1991 dite « convention d'Espoo » (c'est le cas de la Suisse), pour permettre à celui-ci de faire savoir s'il souhaite participer à la procédure.

Les étapes suivantes de la procédure de consultation transfrontalières sont essentielles :

1. Les contacts préliminaires.

La conduite des consultations transfrontalières doit, pour ne pas augmenter la durée d'instruction des projets, être encadrée dans des délais courts. C'est pourquoi il est essentiel d'entrer en relation en amont, et de manière informelle, avec la personne de référence (dénommée le point de contact) désignée par chaque partie à la convention d'Espoo.

Ces points de contact sont régulièrement mis à jour sur le site de l'organisation des Nations Unies : http://www.unece.org/env/eia/points_of_contact.htm

En cas de besoin, la Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale du Ministère de l'écologie et du développement durable peut apporter tout autre élément d'information utile.

2. La notification de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique aux autorités étrangères.

Le dossier qui est transmis aux autorités de l'Etat voisin (voir les points de contact rappelés ci-dessus) doit désormais comporter, conformément au III de l'article R. 122-11 :

- 1- l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;

- 2- toutes les pièces du dossier d'enquête publique visées à l'article R. 123-6 (dont certains éléments peuvent être traduits dans la langue du pays concerné – voir le point 3) ;
- 3- l'indication du délai dont les autorités étrangères disposent pour manifester leur intention de participer à la procédure.

Cette notification accompagnée des pièces précitées a pour objet d'informer les autorités étrangères de la tenue d'une enquête publique en France, à laquelle le public étranger pourra le cas échéant participer, mais également de leur fournir les informations qui leur seraient nécessaires pour leur permettre d'organiser localement une consultation sur le projet français.

En effet, pour éviter toute difficulté d'interprétation des modalités de consultation du public, la France a accompagné la ratification de la convention d'Espoo d'une déclaration interprétative qui indique qu'il « appartient à chaque Partie de pourvoir, sur son territoire, à la mise à disposition du public du dossier d'évaluation de l'impact de l'environnement, à l'information du public et au recueil de ses observations, sauf arrangement bilatéral différent. »

La notification désormais prévue formalise la procédure de consultation des autorités étrangères qui résultait déjà des dispositions du III de l'article R. 122-11 dans sa version antérieure au décret du 22 mai 2006.

En conséquence, pour ne pas retarder la tenue de l'enquête publique en France, qui ne peut désormais plus commencer avant l'expiration du délai indiqué aux autorités étrangères pour manifester leur intention de participer à la procédure, la notification qui sera faite devra expressément demander aux autorités de l'Etat voisin si elles souhaitent donner leur avis sur le projet. Il est souhaitable que, dans la plupart des cas, le délai indiqué aux autorités étrangères corresponde au délai de 15 jours de publicité de l'arrêté d'enquête publique en France prévu par l'article R. 123-14. Dans la mesure où des contacts préliminaires auront été pris (cf. point 1), ce délai de 15 jours est compatible avec une information effective des autorités étrangères.

En tout état de cause, en application du dernier alinéa du III de l'article R. 122-11 qui n'est pas modifié, les délais prévus par les procédures réglementaires en France peuvent être augmentés pour tenir compte du délai de consultation des autorités étrangères.

3 - La traduction d'une partie du dossier d'enquête publique.

Le III de l'article R. 122-11 prévoit également que « le résumé non technique de l'étude d'impact mentionné au III de l'article R. 122-3 et l'indication de la façon dont l'enquête publique s'insère dans la procédure administrative sont traduits, si nécessaire, dans la langue de l'Etat intéressé, les frais de traduction étant à la charge du pétitionnaire ou du maître d'ouvrage. »

Cette disposition devra être mise en œuvre chaque fois que le français n'est pas une langue officielle de l'Etat voisin.

Cette disposition devrait, par ailleurs, favoriser la mise au point commune de modalités avec les autorités des Etats voisins garantissant la traduction de certains éléments du dossier en

langue française lorsque des projets localisés à l'étranger sont susceptibles d'avoir des incidences notables en France.

4. - Dispositions particulières.

Ce dispositif pourra être adapté aux contextes locaux.

Le droit international s'imposant aux réglementations nationales, il est toujours possible de mettre en œuvre les accords pris en application de l'article 8 de la convention d'Espoo précédemment mentionnée. Celui-ci prévoit que « les Parties peuvent continuer d'appliquer les accords bilatéraux ou multilatéraux ou les autres arrangements en vigueur, ou en conclure de nouveaux pour s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la présente Convention ». C'est en particulier le cas pour tous les projets faisant l'objet d'une commission intergouvernementale (par exemple, ligne ferroviaire nouvelle, projets autoroutiers, aéroports).

II – Contenu du dossier d'enquête publique (article R. 123-6 du code de l'environnement issu de l'article 2-I-1° du décret du 22 mai 2006) :

Le 8° du I de l'article R. 123-6, tel que modifié par le décret du 22 mai 2006, prévoit que le dossier d'enquête doit comporter « *les avis émis par une autorité administrative sur le projet d'opération* », « *lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire* ».

Satisfont à ces critères, les avis :

- Qui émanent d'une autorité administrative, c'est à dire pour l'essentiel d'un ministre, d'un maire ou d'un préfet, excluant les avis émis par les services déconcentrés ;
- Dont l'existence conditionne la régularité ou l'achèvement de la procédure ;
- Qui sont matériellement disponibles au moment de l'ouverture de l'enquête.

Toutefois, tout avis utile d'une autorité administrative consultée, ne répondant pas aux critères ci-dessus, sera joint au dossier d'enquête publique dès lors qu'il sera disponible au moment de l'ouverture de l'enquête. Le dossier d'enquête publique pourra également comprendre tout autre avis ou rapport émis par une autorité administrative que vous jugeriez utile de mettre à disposition du public.

III – L'accès aux informations relatives à l'environnement :

L'article 3 du décret du 22 mai 2006 achève la transposition de la directive 2003/4/CE du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE. Il intervient en application des articles L. 124-1 à L. 124-8 nouveaux du code de l'environnement créés par l'article 2 de la loi n° 2005-1319 du 26 octobre 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement.

Sous réserve des modalités particulières définies aux articles L. 124-1 à L. 124-8 nouveaux du code de l'environnement, le droit d'accès à l'information relative à l'environnement est soumis aux dispositions générales régissant l'accès aux documents administratifs : loi n° 78-

753 du 17 juillet 1978 modifiée, décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 (circulaire n° 5156/SG du 29 mai 2006 - Réforme des dispositions régissant l'accès aux documents administratifs et institution d'un droit de réutilisation des informations publiques).

Les articles L. 124-2 et L. 124-3 définissent l'information relative à l'environnement ainsi que les personnes publiques et privées soumises à l'obligation de communiquer ou diffuser les informations environnementales qu'elles détiennent. Les articles L. 124-4 à L. 124-6 précisent les motifs pour lesquels un refus peut être opposé à une demande d'informations ainsi que les modalités d'information du demandeur en cas de refus. Enfin, l'article L. 124-7 prévoit certaines obligations incombant aux autorités publiques afin de garantir un exercice effectif du droit d'accès à l'information environnementale.

Le présent décret précise les modalités d'application des articles L. 124-1 à L. 124-8 nouveaux du code de l'environnement précités. Il remplace le chapitre IV du titre II du livre Ier du code de l'environnement (partie réglementaire), qui sera désormais constitué des articles R. 124-1 à R. 124-5.

Les modalités de réponse à une demande d'information relative à l'environnement sont précisées à l'article R. 124-1. Une demande d'information doit faire l'objet d'une réponse par décision expresse dans un délai d'un mois. Il est possible de prolonger ce délai de réponse lorsque le volume ou la complexité des informations demandées le justifie. Lorsque la demande dont est saisie une autorité ne détenant pas l'information demandée est transmise à l'autorité susceptible de la détenir, le demandeur doit en être informé sous un mois.

Les articles R. 124-2 et R. 124-3 concernent la personne responsable de l'accès à l'information relative à l'environnement. La personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques, désignée en application du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, sera également chargée de l'information en matière d'environnement. Toutefois, lorsqu'une autorité publique, telle qu'une commune ou un établissement public, a respectivement une population ou des effectifs inférieurs aux seuils mentionnés à l'article 42 du décret susvisé, elle désigne spécifiquement une personne responsable de l'information environnementale et en informe le public. Les missions dont peut être chargée la personne responsable de l'accès à l'information relative à l'environnement sont également définies, elles correspondent partiellement à celles figurant dans le décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 précité.

Afin de garantir un exercice effectif du droit d'accès à l'information environnementale, les éléments suivants doivent notamment être mis à la disposition du public :

- indications concernant la personne responsable de l'accès à l'information relative à l'environnement ;
- répertoires ou listes des catégories d'informations relatives à l'environnement détenues par une autorité publique ou pour son compte ;
- liste des établissements publics et autres personnes qui exercent pour le compte d'une autorité publique et sous son contrôle des missions de service public en rapport avec l'environnement. Les indications devant figurer sur cette liste sont précisées à l'article R.124-4.

L'Institut français de l'environnement, service à compétence nationale placé auprès du ministre chargé de l'environnement, ainsi que la Commission d'accès aux documents

administratifs devront être informés de la constitution des répertoires ou listes des catégories d'informations relatives à l'environnement.

Enfin, conformément à l'article L. 124-8 nouveau du code de l'environnement, certaines catégories d'informations relatives à l'environnement doivent obligatoirement faire l'objet d'une diffusion publique. Ces catégories d'information ainsi que les conditions de cette diffusion sont précisées à l'article R. 124-5, ainsi que le délai dans lequel la diffusion par voie électronique devra être organisée.

Les services du Ministère de l'écologie et du développement durable, notamment l'Institut français de l'environnement, travaillent sur les actions concrètes à mener pour une meilleure mise en œuvre des dispositions sur l'accès du public à l'information relative à l'environnement. Les travaux engagés ont notamment pour objet d'informer et de conseiller les autorités publiques concernées sur les obligations qui sont les leurs et les modalités pratiques de leur mise en œuvre. Ces travaux se traduiront notamment par une circulaire qui complètera la présente note.

Pour la ministre et par délégation,
le directeur général de l'administration


Emmanuel RÉBELLÉ-BORGELLA

Le directeur des études économiques
et de l'évaluation environnementale


Guillaume SAINTENY